HAL
open science

Penser "l'idée panaméricaine" en Amérique Latine durant la Guerre froide

Nathalie Blasco

To cite this version:

Nathalie Blasco. Penser "l'idée panaméricaine" en Amérique Latine durant la Guerre froide. Éditions de l'Institut des Amériques, & Éditions de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine. Les relations interaméricaines entre crises et alliances, La Documentation française, pp.47-60, 2009, ISBN : 978-2-915310-96-2. hal-02133589

HAL Id: hal-02133589

https://hal.science/hal-02133589

Submitted on 1 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les relations interaméricaines en perspective : entre crises et alliances
Paris, IDA/La Doc. Française, 2009

Nathalie Blasco – Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle

Penser « l'idée panaméricaine » en Amérique Latine durant la Guerre froide

1. Le panaméricanisme : aux origines du concept

Avant même d'ancrer dans la temporalité des premières décennies de la Guerre froide les principaux concepts ayant prévalu en Amérique Latine autour d'une « idée panaméricaine », il nous semble indispensable de procéder à une mise au point conceptuelle. Car c'est un véritable tiraillement sémantique autour de la notion de « panaméricanisme » que l'on perçoit de façon récurrente depuis l'apparition du vocable, sans qu'il s'agisse néanmoins d'une concurrence déclarée entre acceptions ennemies. Régulièrement associé à l'existence d'un destin commun de l'hémisphère américain dans son opposition à l'Europe, et oscillant entre 'regroupement continental' et 'impérialisme des États-Unis à l'échelle du continent', le terme est investi depuis plus d'un siècle par deux logiques nettement éloignées. La première est d'ordre purement terminologique, mue par la nécessité d'une création lexicale susceptible de rendre compte de phénomènes embrassant le continent américain tout entier, tandis que la seconde est d'ordre interprétatif, guidée par le constat d'un comportement interventionniste et d'une conduite unilatérale des dossiers de politique hémisphérique. On remarque l'existence de cette polysémie – ou confusion ? – à la lecture de l'historiographie consacrée aux questions interaméricaines autant qu'aux thèmes unionistes, et bien davantage à la lecture des documents officiels émanant des rencontres internationales continentales et de certains travaux moins spécifiques ayant pour toile de fond les 19e et 20e siècles latino- et nord-américains[i]. Mais avant d'interroger l'histoire, consultons la linguistique.

L'étymon grec *παν·* à l'origine de la formation du préfixe « pan- » indique certes la totalité ou la globalité, mais la présence simultanée du suffixe « -isme », vecteur de l'idée de volonté, de mouvement ou de militance, voire d'intensité ou de virulence, vient compléter la substance sémantique véhiculée par « pan- », et contribue à créer un mot dont le sens se situe au carrefour du 'regroupement volontaire' et du 'regroupement contraint'. Rappelons en outre que l'adjectif *pan-American* est d'abord apparu en langue anglaise. Attesté à partir de 1889, il revêt l'acception suivante : 'relatif ou incluant les républiques indépendantes de l'Amérique du Nord et du Sud'[ii]. Le mot *pan-Americanism* en est son dérivé. Attesté quant à lui dès 1901, il prend alors le sens de 'mouvement pour une plus grande coopération entre les nations panaméricaines'[iii]. Il importe alors de souligner qu'il s'agit d'une invention nord-américaine, et non hispano-américaine. En l'occurrence, le mot ne se lit jamais sous la plume de Simón Bolívar, alors même qu'il est chose courante que de voir attribuer au Libertador la paternité du panaméricanisme. Le terme ne peut donc, d'après la chronologie, entretenir de lien crédible avec le confédéralisme hispano-américain dont la matrice est loin d'être impériale, et qui exclut en outre la participation des États-Unis, limitant son champ d'application aux *« naciones antes españolas »*, les anciens royaumes américains de l'Espagne. À cet égard, la toute première invitation au Congrès de Panamá lancée par Bolívar depuis Lima le 7 décembre 1824 est exempte de toute ambiguïté, malgré une initiative postérieure contraire du général Santander.

L'idée du panaméricanisme apparaît ultérieurement, une fois que les États-Unis épuisent « la Frontière » et se mettent à penser leur propre extension – en s'appuyant progressivement sur la doctrine de la Destinée Manifeste, balbutiante depuis 1845 – tout en envisageant des possibilités d'échanges commerciaux organisés avec les autres républiques indépendantes du continent[iv]. C'est au tournant du siècle que s'opère le passage du « panisme » à l'impérialisme, très précisément à l'issue de la Première Conférence Internationale Américaine de Washington (1889-1890), dont les propositions suscitent de vives résistances latino-américaines en raison de l'asymétrie des relations envisagées en matière commerciale et juridique, puis consécutivement à

big stick policy (politique du « gros bâton »), aux interventions militaires en Amérique Centrale et dans la Caraïbe et aux diverses mises sous tutelle dans la même zone qui marquent les présidences de Théodore Roosevelt, William Howard Taft et Woodrow Wilson. Cette période charnière voit se conjuguer le « devoir d'expansion » et la doctrine de la « Porte ouverte », une combinaison qui assied les fondements d'un impérialisme économique (et anticolonialiste) dont le reste du continent américain endure immédiatement les premiers effets [Melandri, 2008, p. 153]. Le panaméricanisme est dès lors marqué au sceau de cette prétention hégémonique, et peine à signifier un projet d'alliance solidaire. Loin de s'appuyer alors sur le dessein unificateur hispano-américain, le panaméricanisme se présente à l'Amérique Latine comme un projet globalisant exogène et empreint d'unilatéralité.

Malgré les faits concrets qui soutiennent cette inflexion sémantique, cette dernière n'est que rarement prise en compte par les dictionnaires de langue française (Le Robert l'a fait[v], mais pas l'Académie[vi]) et ne l'est jamais par les dictionnaires de langue anglaise. Quant à la Real Academia de la Lengua Española, elle n'a pas davantage officialisé cette acception contemporaine du mot « panaméricanisme ». Il serait pourtant prudent de se méfier des filiations réfutables qui perdurent. À titre d'exemple on peut citer le concours lancé en 1954 à l'occasion de la 10e Conférence Interaméricaine sur le thème *« Del Congreso de Panamá a la Conferencia de Caracas 1826-1954. El genio de Bolívar a través de la historia de las relaciones interamericanas »* [Yepes, 1955, et Cuevas Cancino, 1955], dont l'énoncé même implique que l'antécédent le plus lointain de l'Organisation des États Américains aurait été le congrès amphictyonnique de 1826. On pourrait citer d'innombrables commémorations qui vont dans ce sens, ou encore la rubrique « Histoire de l'OEA » du site Internet de l'organisation interaméricaine ainsi que l'Encyclopaedia Britannica, qui font débuter les conférences « panaméricaines » en 1826. Il semble pourtant que cette cognation entre le projet bolivarien et le panaméricanisme porté par les doctrines étasuniennes de l'expansion puis de l'intervention admette aisément la récusation.

2. À partir de 1948 : « L'interaméricanisme », avatar idéologique du panaméricanisme

Choisir l'année 1948 comme date charnière de l'histoire des pays latino-américains dans leurs relations réciproques autant que dans leurs relations avec les pays du nord du continent n'a rien de fortuit. Car même si 1945 reste un jalon incontestable de l'histoire mondiale, comme le confirment les habitudes de bornage chronologique pour le 20e siècle, c'est en 1948 qu'ont lieu plusieurs créations institutionnelles de grande envergure, certainement les plus importantes du milieu du siècle. Elles contribuent à faire de cette date un repère décisif, dans la mesure où les logiques inter-étatiques qui orientent ces créations répondent à deux mots d'ordre bien distincts. La mise sur pied progressive de la macrostructure interaméricaine et la mise en route parallèle de la commission exclusivement chargée des questions économiques de l'Amérique Latine à l'ONU corroborent l'existence de ces deux lignes de force.

L'entrée en vigueur du TIAR, le traité militaire d'assistance mutuelle conclu en 1947 entre les États du continent américain, est un premier pas vers l'institutionnalisation d'un panaméricanisme « sécuritaire ». Or, cette édification a lieu pendant la présidence de Harry Truman, à un moment où la politique du *containment* – résumée par la formule laconique « un hémisphère fermé dans un monde ouvert » – contre l'avancée possible du bloc communiste cherche à s'exprimer, par un soutien financier et militaire aux pays qui commencent à être baptisés « sous-développés » et par un appui aux dictatures. C'est pourquoi cette inquiétude – qui deviendra permanente – face à la menace que représente le communisme pour les États-Unis est extrêmement présente dans les textes fondateurs des entités qui sont créées au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Le TIAR laisse en l'occurrence une marge d'interprétation très large sur la nature des menaces à la sécurité collective, puisqu'il stipule que cette « menace » peut-être « une agression qui ne soit pas une attaque armée ». Cela dit, la bilatéralité a tôt fait de s'imposer dans le domaine de la défense, très spécifiquement dans le cadre des Accords d'Aide à la Défense Mutuelle signés à partir de 1952 entre les États-Unis et douze pays latino-américains, puisque les

pays signataires sont tenus de s'engager à utiliser l'aide militaire qu'ils reçoivent pour faciliter la production et le transfert des matériels stratégiques « dont les États-Unis ont besoin » [Connell-Smith, 1971, p. 261].

Mais c'est surtout la naissance de l'OEA et de tout le « système interaméricain » (la Charte organisationnelle, le Pacte sur le règlement pacifique des différends, la convention économique et les conventions juridiques, ainsi qu'une multitude de résolutions) qui fait de l'année 1948 un maillon fort de l'histoire des relations continentales. Cette création marque le tout premier scellement organique du panaméricanisme, sous des dehors théoriquement plus solidaires. La mutation du préfixe « pan- » en « inter- » est un point qui, même s'il peut paraître secondaire, est loin d'être anodin. Il permet en l'occurrence de créer un nouveau concept, « l'interaméricanisme », qui sonne comme une chimère destinée à tempérer les attentes latino-américaines vis-à-vis de la puissance nord-américaine, très fortes dans l'immédiat après-guerre, notamment au plan économique. De fait, les demandes latino-américaines croissantes d'action dans ce domaine contribuent dès la fin de la Seconde Guerre mondiale à attirer l'attention de l'ensemble des pays du continent sur des sujets de coopération non politique, sans lesquels le système intéraméricain n'a que peu de sens du côté latino-américain.

Simultanément, 1948 voit naître la CEPAL, contre l'avis des États-Unis cependant. La symbolique de cette création institutionnelle, majeure elle aussi, réside dans la possibilité d'une gestion sous-continentale des questions économiques de l'Amérique Latine, sans ingérence extérieure. En outre, pour la première fois dans l'histoire, une organisation internationale contient l'expression « Amérique Latine » dans son appellation : la CEPAL devient alors le symbole de l'autorisation d'une « sous-continentalisation », avalisée par l'ONU, face à la réincarnation du panaméricanisme en « interaméricanisme », encadré par l'OEA. Cette commission devient par ailleurs rapidement un planificateur d'intégration sous-continentale, venant ainsi ranimer l'histoire interrompue du latino-américanisme intégrateur. Voici donc la seconde orientation, le second « isme » pourrait-on dire, qui, dès les premières heures de la Guerre froide, permet de penser sans insuffisance les relations interaméricaines dont on constate qu'elles s'apprêtent à subir l'interaction de deux courants, l'interaméricanisme et une certaine forme de latino-américanisme. C'est pour cette même raison qu'il s'agit aussi d'un point de fracture.

3. « Panisme » ou interventionnisme en Amérique Latine pendant la Guerre froide ?

Se pose alors la question de la cause de cette fracture : sans doute une partie de la réponse réside-t-elle dans la politique interventionniste réactivée durant la présidence de Dwight Eisenhower. Après avoir connu un temps d'interruption pendant la présidence de Franklin D. Roosevelt, l'interventionnisme renaît essentiellement sous la forme d'ingérences dans un certain nombre de pays d'Amérique centrale et de la Caraïbe, la peur de la progression du communisme venant justifier cette pratique dégradée des relations internationales. Nous ne pouvons mentionner ici que quelques aperçus.

Le coup d'État mené au Guatemala en 1954, dont l'organisation reçoit l'appui de la CIA et qui permet au colonel Carlos Castillo Armas d'accéder au pouvoir à la suite du président Jacobo Arbenz, fait figure de cas d'école. Au beau milieu du « printemps démocratique » guatémaltèque, les réformes entreprises par le président Arbenz, et surtout la Loi sur la Réforme agraire promulguée en 1952, sont hâtivement et sommairement qualifiées de « menace pour la sécurité du continent ». Alors que le système économique adopté par le Guatemala démocratique entre 1944 et 1954 est bien de type capitaliste, il s'avère néanmoins que les intérêts de la firme fruiticole étasunienne *United Fruit Company* sont menacés par les redistributions foncières – même si elles n'affectent que des terres inexploitées (c'est-à-dire 85% des possessions de la compagnie dans le pays) – et qu'une collusion « professionnelle et familiale » entre son directoire et le Secrétariat d'État sous-tend l'initiative putchiste [Toriello Garrido, 1979]. On sait depuis l'ouverture d'une partie des archives de la CIA au cours de la mandature de Bill Clinton que l'opération *« PBSUCCESS »* (le coup d'État) entre alors dans le cadre plus large d'un plan de suppression du

régime démocratique guatémaltèque autant que de ses dirigeants en tant que personnes physiques, un plan baptisé « A Study of Assassination » [National Security Archive Electronic Briefing Book No. 4, 1997]. Quoi qu'il en soit, dès 1954, l'un des principes fondateurs de l'OEA qu'est la « non intervention » est violé, ce qui a pour effet de compromettre cet « interaméricanisme » naissant[vii] dont la Xe Conférence Interaméricaine, accueillie la même année à Caracas, s'attache parallèlement à souligner les vertus intégratrices, legs supposé du « génie de Bolívar »[viii]. Qui plus est, le manque de considération réservé aux appels à l'aide du Guatemala par les mécanismes hémisphériques, pourtant créés dans le but d'arbitrer les conflits inter-membres et non de laisser la résolution du conflit se faire dans le cadre d'une confrontation bilatérale, a tôt fait de discréditer le lien interaméricain[ix]. C'est tout le système qui, de ce fait, est rapidement perçu comme un instrument de la lutte anti-communiste dont le fonctionnement est discrétionnaire dès lors que sont en jeu les questions dites « défensives » ou « de sécurité ». Cette structure organique se présente alors comme la chambre d'enregistrement d'une pratique dénaturée, frauduleuse même, de l'alliance interaméricaine, une impression renforcée par l'inertie des instances de l'organisation au moment de répondre aux attentes de bon nombre de ses membres dans les domaines économique, social, éducatif et sanitaire, un immobilisme qui tend à démontrer qu'elle ne joue pas le rôle qui lui a été attribué sur le papier.

La même logique semble commander l'intervention en République Dominicaine durant l'administration Johnson en 1965 et la participation active des États-Unis à la contre-insurrection en Amérique Centrale (Guatemala, Nicaragua, et Salvador essentiellement) ainsi qu'aux « escadrons de la mort » (en particulier au Guatemala en 1967)[x], avec en toile fond le rôle crucial de l'École des Amériques. Créée par les États-Unis en 1946 dans leur zone du canal de Panamá, elle permet à de nombreux futurs dictateurs latino-américains de recevoir une formation à l'action anti-insurrectionnelle, aux méthodes de torture, ainsi qu'un endoctrinement idéologique, avec un objectif prépondérant : la résistance des armées latino-américaines face au communisme et aux poussées révolutionnaires du continent. Des conditions qui admettent difficilement que l'on puisse parler de « panisme » idéal durant la période.

Cela dit, le visage que peut prendre l'interventionnisme n'est pas toujours le résultat d'actions militaires ; la hiérarchisation des priorités au sein des institutions de l'interaméricanisme est un autre exemple de la déréliction du « panisme ». La Banque Interaméricaine de Développement créée en 1959 offre un exemple précis de classification discriminatoire entre les pays du continent du fait qu'elle privilégie, pour l'octroi d'une aide financière, le critère de la « stabilité » du régime du pays potentiellement bénéficiaire et non celui de la « démocratie ». C'est pourquoi certains régimes dictatoriaux et militaires profitent d'aides financières grâce à la BID, sans que l'obligation démocratique ne soit élevée au rang de conditionnalité pour leur obtention. Il faut dire que la banque se présente alors en concurrente de la CEPAL, qui de son côté encourage des lignes politiques dont les tendances étatistes entrent en contradiction avec les modalités du libéralisme économique promues depuis le nord du continent et par la BID elle-même.

L'Alliance pour le Progrès (1961) s'inscrit dans une logique « interaméricaine » similaire, puisqu'elle participe de ces procédés qui combinent l'hypothèse d'une satisfaction des attentes latino-américaines en matière économique et la conditionnalité dont cette faveur est assortie au plan politique. En offrant, tout comme la Banque Interaméricaine de Développement, une sorte de prolongement à la doctrine du *containment* – à savoir l'aide au développement comme prix d'une « adaptation » politique – elle met en lumière le caractère conditionnel de la coopération hémisphérique. Il faut souligner qu'à cette époque, l'attribution discrétionnaire des crédits étasuniens aux pays latino-américains signataires de la Charte de Punta del Este[xi] doit convaincre d'un ralliement autour d'une coopération impulsée par les États-Unis et non autour des réformes entreprises à Cuba entre 1959 et 1961, dont l'influence, dans l'ensemble de l'Amérique Latine, est pourvue d'une forte probabilité. Créée sans équivoque contre les sympathies latino-américaines envers la Révolution Cubaine, l'Alliance pour le Progrès contraint conséquemment les bénéficiaires à rendre des comptes tout comme elle les enjoint à adapter leur schéma politique

aux critères du pays donateur. L'octroi de l'aide économique s'apprécie à l'aune de l'adéquation politique des régimes candidats, tandis que l'appui aux dictatures persiste[xii], le tout dans le cadre très précis de « l'interaméricanisme ».

L'OEA elle-même ne parvient pas à désavouer ce visage singulier de l'interventionnisme, quoique concurrent le plus sérieux du « panisme », comme en témoigne l'épisode de l'exclusion du gouvernement révolutionnaire cubain de l'ensemble des organes et agences du schéma interaméricain. L'exclusion est votée à l'issue des sessions de la 8e Réunion de Consultation des Ministres des Relations Extérieures qui a lieu du 22 au 31 janvier 1962 à Punta del Este en Uruguay[xiii], et devient effective le 14 février 1962[xiv]. Pourtant, cette orientation est loin de susciter l'unanimité continentale. Sur ce point, le décryptage des suffrages reste le plus rigoureux des révélateurs. Refusé par les trois « grands » d'Amérique Latine – Brésil, Mexique, Argentine – et par le Chili, l'Équateur et la Bolivie, l'appui à l'exclusion correspond à une minorité de l'ensemble de la population latino-américaine face à la majorité représentée par le seul groupe des pays abstentionnistes et opposés (plus de la moitié de la population de l'Amérique Latine). Si l'on tient compte en outre du jeu du vote individuel, qui permet au plus puissant des membres de l'organisation de s'assurer les suffrages des pays les plus faibles – si bien que l'égalité juridique que suppose cette règle ne correspond nullement à une égalité en termes de poids politique –, on peut admettre qu'il invalide par le fait l'idée d'une unanimité continentale, voire d'un alignement, que présuppose le produit du scrutin[xv]. Dès lors, l'asymétrie des pouvoirs est consommée, témoignant de l'influence considérable des États-Unis au sein de l'organisation – principalement sur les « petits » pays – et caractérisant dorénavant le « modèle interaméricain ».

4. La réviviscence du latino-américanisme

Le déséquilibre et les détournements constatés dans l'application des textes interaméricains conduisent la plupart des pays de l'Amérique Latine à emprunter une voie distincte : celle de la réactivation d'une forme de latino-américanisme. Cette renaissance d'un sentiment de solidarité enraciné dans l'histoire de l'Amérique hispanique, certainement couplé à une « yankeephobie » non moins ancrée dans l'histoire des relations continentales, incite les gouvernements latino-américains à tenter des formes concrètes de coopération.

Le régionalisme par le commerce est l'une de ces options. Dès 1951 apparaissent les tout premiers schémas d'intégration exclusivement latino-américains. L'Organisation Des États Centraméricains (ODECA)[xvi], dont l'établissement est encouragé par les théories cepaliennes, inaugure le mouvement en orientant l'intégration économique centraméricaine autour de deux axes : les stimulants à l'industrialisation, et la zone de libre échange. En ouvrant la voie méthodologique de l'union par la voie économique, cette initiative est aussi la première qui pose le problème de la libéralisation du commerce dans l'aire latino-américaine, alors que les relations commerciales internationales des pays latino-américains s'effectuent traditionnellement par voie d'échanges avec les centres industrialisés. En effet, dès 1960, le commerce semble voué à devenir l'élément centralisateur des propositions d'union futures. Cette dynamique s'applique alors dans un cadre sous-régional ou régional. Le Marché Commun Centro-Américain (MCCA)[xvii] s'inscrit dans une démarche de sous-régionalisation, adoptant le modèle nord-américain de libre-échange – anti-cépalien et détaché des conseils sur la complémentarité industrielle –, tandis que l'Association Latino-Américaine de Libre-Échange (ALALE)[xviii] suit la seconde orientation, encourageant la multilatéralisation les échanges commerciaux des pays latino-américains entre eux. À la fin de la décennie, le détachement du groupe andin[xix] et celui du bassin du Río de la Plata[xx] exigent une nouvelle interprétation de la nature des motifs de l'intégration, qui répondent à une nécessité fonctionnelle destinée à résoudre des problèmes nationaux internes. La rénovation de l'ALALE en ALADI en 1980[xxi] correspond pareillement à la prise en compte de cette dimension. Par ailleurs, un outil technique de promotion de l'intégration voit le jour en 1975, le Système Économique Latino-Américain (SELA[xxii]). On lui doit l'invention du concept de « sécurité économique régionale », qui qualifie toute mesure de coercition économique provenant

de l'extérieur du sous-continent de « menace pour la sécurité de la région ». Cette allégation, sorte de pendant à la « doctrine de sécurité nationale » émise par les États-Unis, fait momentanément du SELA un genre de mécanisme d'autodéfense de l'Amérique Latine. Peu après cette étape, à l'approche de la fin du 20e siècle, le *modus operandi* de l'intégration latino-américaine se fait sous la bannière du « régionalisme ouvert », alors que le modèle idéal de l'intégration continue à se chercher entre bilatéralisme et multilatéralisme, et évolue vers des solutions toujours plus pragmatiques ajustées aux conditionnants à la fois internationaux et locaux. Ne manquons pas de constater ici que l'enracinement de tous ces instruments de l'intégration reste latino-américain.

D'autres options s'inscrivent dans le registre des réflexes latino-américanistes. Le Parlement Latino-Américain est un exemple de ces initiatives sous-continentales. Contrairement aux programmes économiques intégrés, il est détaché de toute démarche directement « productive ». Jouissant d'attributions restreintes au champ politique, cette assemblée parlementaire sous-continentale cherche à signifier, par la participation au processus intégrateur des organes législatifs et des partis politiques, l'expression d'une volonté populaire à grande échelle[xxiii]. Le Consensus de Viña del Mar[xxiv] est une autre de ces démarches collégiales. Tout autant récrimination collective contre la politique économique étasunienne pour l'Amérique Latine que doléance en vue du développement autonome du sous-continent, cette revendication exposée par le Ministre des Relations Extérieures chilien Gabriel Valdés au Président Nixon en 1969 relève « une profonde crise des concepts, des faits, et des institutions du système interaméricain, qui affecte les réalisations hémisphériques »[xxv]. La position commune alors exprimée trouve un écho dès juin 1969 lors de la Sixième Réunion Annuelle du CIES à Puerto España (Trinidad y Tobago), à l'issue de laquelle est instaurée une Commission Spéciale chargée de déterminer les nouvelles bases de la coopération interaméricaine dans les domaines économique et social.

Conjointement à ces alternatives à l'interaméricanisme se développent dès le milieu du siècle parmi les philosophes de l'histoire et les historiens des idées latino-américains d'autres options intellectuelles « américanistes » que celle du « panaméricanisme ». À partir de 1949, le rôle du philosophe mexicain Leopoldo Zea, notamment, est primordial dans l'apparition d'une nouvelle génération de penseurs de la « latinoaméricanité » (qui comptera aussi Arturo Ardao ou Arturo Andrés Roig, pour ne citer que les plus emblématiques). Ces intellectuels vont s'attacher à définir le latino-américanisme par le biais d'une approche comparatiste. Sont ainsi publiés toute une série d'articles et de chapitres d'ouvrages intitulés « panaméricanisme et latino-américanisme », ou développant cette dialectique. Certes, les penseurs de l'union latino-américaine ont bien existé depuis les indépendances, et plusieurs générations se sont même succédé : autour de Francisco de Miranda, puis de Simón Bolívar, de Torres Caicedo, de José Martí, de Haya de la Torre, etc. C'est un mouvement qui a traversé la totalité du sous-continent, et très nombreuses sont les grandes figures politiques et intellectuelles latino-américaines qui, à un moment de leur carrière ou de leur vie, ont produit au moins un texte sur le latino-américanisme de destin unioniste. Mais dès 1948-1949, les questionnements qui sont ouverts par Leopoldo Zea portent davantage sur la définition et l'historicisation d'une « latino-américanité » et d'une philosophie sous-continentale cohérente clairement identifiable[xxvi]. Ses analyses le conduisent quelques années plus tard à formuler la critique du panaméricanisme : en observant l'évolution des relations « panaméricaines » qui se développent au sein de l'OEA, il voit une sorte de métamorphose du panaméricanisme, en ce sens que celui-ci devient peu à peu caduc. Selon lui, *« le panaméricanisme du système interaméricain » […] « disparut de sa fonction de pan-isme, c'est-à-dire comme doctrine ou mouvement destiné à interpréter l'unité idéale de l'ensemble des nations de l'hémisphère américain »* [Zea, 1986, p. 166]. En somme, c'est en révélant à ses propres États membres la véritable confrontation qui s'impose entre chaque bloc que l'organisation interaméricaine produit d'un côté la crise du panaméricanisme et de l'autre la renaissance du régionalisme latino-américain.

D'autres analyses notables marchent sur les pas des réflexions du penseur mexicain, se font même plus directes et virulentes dans leur dénonciation du « défaut de panisme », et reçoivent un large écho dans les milieux intellectuels et politiques de l'Amérique Latine « défiante » de la

Guerre froide. En 1956, l'Argentin Mario Amadeo énonce de manière catégorique le « pseudorégionalisme » du système panaméricain. Plusieurs lignes d'analyse structurent son argumentaire : selon lui, le regroupement régional que prétend représenter ce système ressemble davantage à une tentative d'institutionnalisation de la gravitation des États-Unis dans tous les pays d'Amérique Latine, le caractère unilatéral du système interaméricain s'appuie essentiellement sur des questions de sécurité et de défense, les mécanismes de sécurité collective ou de coordination ne sont mis en marche qu'en raison d'une attitude individuelle des États-Unis, et enfin, les activités du système suivent avec une fidélité exemplaire les ondulations tracées par le Département d'État [Amadeo, 1956]. En 1966, Jaime Azevedo Rodrigues reprend cette diatribe sans concession en affirmant que *« le système interaméricain est, et a été, un système nord-américain »*, et que pour cette raison il agit *« contre l'Amérique Latine »* [Azevedo Rodrigues, 1966, p. 66], ce qui ne peut qu'inciter les pays latino-américains à déprécier le lien interaméricain et à promouvoir la création d'institutions latino-américaines. C'est effectivement dans cette logique que s'inscrivent les tout premiers schémas du régionalisme commercial inter-latino-américain que nous avons mentionnés.

Conclusion : une « pan-Amérique » difficile à plaider

Si la création du concept de panaméricanisme a, dès la fin du 19e siècle, procédé d'une nécessité d'élaborer le point d'ancrage d'un discours diplomatique apte à « positiver » un type de regroupement souhaité par le Nord, il est encore perçu en Amérique Latine à la fin de la Guerre froide comme une formule absolument exogène et très péjorativement connotée. À partir des années 1980, l'entente collective se cristallise néanmoins dans plusieurs domaines : le dénouement des guerres en Amérique centrale, le règlement de la crise de la dette extérieure, et l'intégration économique tous azimuts. Mais il s'agit de solutions sous-continentales qui ne laissent que peu de place aux projets globalisants des Amériques proposés par le grand voisin du Nord, des projets qui continuent de susciter au Sud une méfiance attisée par plusieurs décennies de relations intergouvernementales souvent dénuées de solidarité véritable.

Aujourd'hui encore, les oppositions rencontrées par les États-Unis pour mettre en place une zone de libre échange hémisphérique montrent parfaitement que le point de vue latino-américain s'est arrêté sur le fait que l'initiative d'un regroupement ou d'une entente internationale impliquant l'Amérique Latine ne doit plus être laissée à un décideur extérieur à la région.

---

[i] Voir l'encart « Vous avez dit panaméricanisme ? », dans *L'Histoire*, N° 322, juillet-août 2007, p. 60 : « Le panaméricanisme de Bolívar, cette union des républiques américaines, constitue un mythe indéracinable ». Voir également l'article « Panaméricanisme » rédigé par Yves-Henri Nouailhat dans Claude Quétel (dir.), *Dictionnaire de la Guerre froide,* Larousse, 2008 : « Cette expression désigne un mouvement s'efforçant de rassembler les États du Nouveau Monde dans un ensemble organisé afin de développer une coopération politique, économique et culturelle ».

[ii] *« Pan-American : 1889, 'of, relating to, or involving the independent republics of North and South America' »*, Merriam-Webster's Online Dictionary. *« Pan-American : 'of, pertaining to, or involving (representatives of) all the countries of North and South America' »*, The New Shorter Oxford English Dictionary On Historical Principles, edited by Lesley Brown Clarendon Press, Oxford, 1993.

[iii] *« Pan-Americanism : 1901, 'a movement for greater cooperation among the Pan-American nations' »*, Merriam-Webster's Online Dictionary. *« Pan-Americanism : 'the idea of a political alliance of all the countries of North and South America ; advocacy of better commercial and cultural relations among these countries' »*, The New Shorter Oxford English Dictionary On Historical Principles, edited by Lesley Brown Clarendon Press, Oxford, 1993.

[iv] Notre analyse fait écho à la réflexion suggérée en 1997 par le collectif ALEPH : « Il est possible de le comprendre (le panaméricanisme) dans la lignée du mouvement de solidarité indépendante et républicaine du début du XIXe siècle. Mais plusieurs décennies après la fin de la guerre de Sécession nord-américaine, d'autres éléments sont à prendre en considération. […] Le panaméricanisme fournit de nouveaux moyens à l'expansionnisme nord-américain, à la conception du « destin manifeste » qui serait le sien » [*Cahiers d'Histoire*, 1997, p. 30].

[v] « Panaméricanisme : Système qui vise à placer toutes les nations américaines sous l'influence des États-Unis et à empêcher toute ingérence dans les affaires américaines », Le Nouveau Petit Robert, Paris, 1993.

[vi] « Panaméricanisme : 20e siècle, Doctrine visant à renforcer la solidarité politique et économique entre les pays du Nouveau Monde. *Le panaméricanisme a été inventé par les Américains du Sud avant d'inspirer la doctrine de Monroe* », Dictionnaire de l'Académie française, neuvième édition version informatisée, http://atilf.atilf.fr/dendien/scripts/generic/cherche.exe?22;s=935878305

[vii] Alors même que la non-intervention est présentée trois ans plus tôt dans la Déclaration de Washington (1951) comme un principe ignoré par le « communisme international » et « profondément enracinée en Amérique » : *« […] las actividades del comunismo internacional ; […] tales actividades, en desconocimiento del principio de no intervención, profundamente arraigado en América […] »* [Cuarta Reunión de Consulta de Ministros de Relaciones Exteriores de la OEA, 1951, p. 231].

[viii] « Homenaje a Simón Bolívar », *in* Décima Conferencia Interamericana, *Conferencias internacionales americanas. Segundo suplemento, 1945-1954*, México, Secretaría de Relaciones Exteriores, 1990, p. 289.

[ix] Guillermo Toriello, ambassadeur du Guatemala près l'OEA lors de la Xe Conférence Interaméricaine à Caracas en 1954, œuvra en vain pour que soit reconnue l'agression [Toriello Garrido, 1979].

[x] Pour une étude approfondie des questions centraméricaines, voir Gilles Bataillon, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Paris, Les Belles Lettres, 2003.

[xi] Signée le 16 avril 1961 – la veille du débarquement dans la Baie des Cochons. La Charte stipule que si le pays « bienfaiteur » juge qu'un régime peut remettre en question la politique de développement économique et social de l'Alliance, il n'hésitera pas à suspendre toutes les relations économiques et diplomatiques avec lui, et ira jusqu'à organiser des opérations d'intervention contre lui.

[xii] Le gouvernement Kennedy reconnaît les gouvernements militaires qui renversent le Président argentin Frondizi (1962), le Président équatorien Arosemena et le Président guatémaltèque Ydígoras (1963). Quant au gouvernement Johnson, il apporte son appui politique au renversement du Président brésilien Goulart (1964), et envoie ses « marines » en République Dominicaine en 1965.

[xiii] C'est à l'échelle continentale qu'est menée une enquête par la Commission Interaméricaine de la Paix et des Droits de l'Homme, qui se réunit en avril et novembre 1961 : les pays membres de l'OEA sont tenus de fournir des renseignements sur Cuba et les mouvements insurrectionnels internes qu'ils doivent affronter afin qu'un rapport soit établi par ladite commission, un texte destiné à servir de document de base à l'élaboration des résolutions de la 8e Réunion de Consultation des Ministres des Relations Extérieures (22-31 janvier 1962). Le représentant de Cuba à Lima, Ricardo Alonso, ayant distribué 30 000 dollars aux communistes péruviens, une surveillance étroite du « cas » cubain est mise en route : le Conseil de l'OEA est notamment chargé de créer une « Commission Spéciale de Consultation sur la Sécurité contre l'action du communisme international ».

[xiv] Le jour même, Washington décrète l'embargo sur tous les produits cubains encore importés aux États-Unis, cependant que ces derniers poussent les autres États-membres à adopter une posture diplomatique similaire à la leur vis-à-vis de l'Ile afin qu'ils réduisent leurs échanges commerciaux avec elle – et en menaçant notamment de faire intervenir leurs alliés de l'OTAN dans le blocus commercial.

[xv] Certes, peu à peu les États américains, sauf le Canada et le Mexique, obtempèrent aux injonctions de Washington et rompent toute relation avec Cuba. Nonobstant, l'indépendance du vote des trois grands reflète une constance partagée de sauvegarder quelque sphère de compétences autonome face au géant du Nord.

[xvi] La Charte de San Salvador signée en octobre 1951 donna naissance à cette organisation.

[xvii] Le Traité Général d'Intégration Economique fut signé le 13 décembre 1960 à Managua entre le Guatemala, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua (le Costa Rica ne s'engagea qu'en 1962).

[xviii] « ALALC » en espagnol. Le Traité de Montevideo signé le 18 février 1960 créa cette association entre l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Mexique, le Paraguay, le Pérou, le Vénézuela et l'Uruguay.

[xix] Le Pacte Andin est créé le 26 mai 1969 à Cartagena de Indias en Colombie par l'Accord de Carthagène, dont les signataires sont la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou (le Venezuela y adhère plus tard).

[xx] En avril 1969 est signé à Brasilia le Traité du Bassin du Río de la Plata entre l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Modèle non conventionnel d'intégration économique en Amérique Latine, ce traité vise au développement des infrastructures des pays signataires, l'objectif central étant de tirer parti au maximum des importantes ressources hydro-énergétiques du bassin et de développer le transport fluvial et ferroviaire dans cette région. Cet initiative constitue alors l'un des premiers actes de sous-régionalisation du processus latino-américain de développement intégré.

[xxi] La transformation de l'ALALE en ALALDI (Association Latino-Américaine D'Intégration) se fait par la signature du second Traité de Montevideo le 12 août 1980, entre les membres de l'ancienne ALALE.

[xxii] L'Accord de Panamá crée le SELA le 17 octobre 1975 ; il est signé par 25 pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, y compris Cuba.

[xxiii] Le Parlement Latino-américain est créé le 10 décembre 1964 à Lima, par les parlementaires de 14 républiques latino-américaines, dans le but de promouvoir la participation de nouveaux acteurs politiques et sociaux au processus intégrateur, d'harmoniser ce dernier, et de faire respecter la démocratie sur le continent. L'institution peut en outre être interprétée comme une réplique aux entreprises anti-parlementaires – huit coups d'État ont lieu entre 1962 et

1964 (Argentine et Pérou en 62, Guatemala, Équateur, République Dominicaine et Honduras en 63, Brésil et Bolivie en 64) – ou comme un moyen d'exclure Cuba, qui n'a alors pas de Parlement.

[xxiv] Le Consensus de Viña del Mar est formulé par les membres de la Commission Spéciale de Coordination Latino-Américaine (CECLA) lors de sa réunion de 1969 au Chili. Cette commission avait été créée par le Conseil Interaméricain Économique et Social (CIES) en 1963.

[xxv] Cf. http://es.geocities.com/chileclarin/cap43.html

[xxvi] On observe une dynamique similaire dans le domaine de la sociologie, avec la fondation à Santiago du Chili en 1957 de la Faculté Latino-Américaine de Sciences Sociales (FLACSO). Organisme régional autonome constitué des Universités des pays latino-américains et des Caraïbes, les travaux recueillis par la FLACSO se nourrissent de recherches sur les diverses réalités nationales afin d'en dégager les aspects communs. Cet institut a surgi avec une vocation latino-américaine globale, en permettant notamment à bon nombre de sociologues latino-américains d'adopter la « sociologie scientifique » – introduite par Gino Germani, sociologue italien établi à Buenos Aires – et de devenir une sorte de nouveau groupe d'intellectuels supranational et sous-continental.